



Lili`uokalani – Reine d'Hawai'i
1917-2017

En 1843, Hawai'i devient le premier État autochtone non-Européen à être accepté dans la famille des nations lorsque la Grande-Bretagne et la France reconnaissent l'archipel comme nation indépendante. Le Danemark (1846), les États-Unis (1849), la Suède et la Norvège (1852), la Belgique et les Pays-Bas (1862), l'Espagne (1863), la Confédération suisse (1864), la Russie (1869), le Japon (1871), l'Autriche-Hongrie (1875), et l'Allemagne (1879), après son unification en 1870, feront de même.

Le Royaume d'Hawaïi se rapproche initialement davantage des royaumes européens, en particulier du Royaume-Uni (Angleterre), étant aussi un royaume insulaire. L'archipel se méfie en effet des intentions des États-Unis suite à la découverte du marché aux esclaves, du traitement injuste réservé aux « Nègres » même après la guerre civile américaine, ainsi que de la persécution des « Indiens » qui sont généralement dépourvus de tout droit juridique en tant qu'êtres humains et sont traités comme du bétail. Les natifs d'Hawaï, eux-mêmes plus foncés de peau, peuvent tout aussi devenir des esclaves ou être considérés comme des citoyens de seconde zone s'ils venaient à perdre leurs droits humains dans le cadre d'une acquisition éventuelle de l'archipel par les États-Unis.

Après la guerre civile américaine, de puissants entrepreneurs américains, ainsi que certains européens, commencent déjà à créer des milices armées secrètes dont l'objectif est d'ébranler la monarchie hawaïenne et de protéger leurs intérêts commerciaux tout en préparant un renversement du gouvernement si l'opportunité s'offre à eux. Pour protéger davantage leurs intérêts, les entrepreneurs forcent alors le roi Kalakaua à signer la Constitution dite des baïonnettes (*1887 Bayonet Constitution Hawai'i*) face à la menace d'être déchu ou de se voir infligé des blessures corporelles.. La *Bayonet Constitution* de 1887 modifie les conditions nécessaires pour être électeur, précisant que la valeur immobilière est désormais une nouvelle condition pour obtenir le droit de vote. En plus des natifs hawaïens, de nombreux asiatiques, tels que les Japonais et Chinois, qui représentent alors une partie importante de la population et qui sont devenus des sujets naturalisés du Royaume, se voient dénués de leurs droits de vote. Ceci permet à l'aristocratie commerciale fortunée d'exercer un monopole sur le vote, incluant ainsi les riches Américains et Européens qui ont acquis un vote de plein droit sans avoir besoin d'obtenir la nationalité hawaïenne. En 1893, la reine Lili'uokalani, avec l'aide des natifs hawaïens et des citoyens naturalisés privés de leurs droits, tente d'instaurer une nouvelle constitution afin de remédier à ces injustices.

Le 17 janvier 1893, Sanford Dole et son comité d'entrepreneurs locaux, se livrant à des actes de trahison et craignant de perdre leur pouvoir économique et politique, décident de renverser le Royaume d'Hawaïi avec l'aide des Marines américains munis de mitrailleuses Gatling (à l'époque l'arme de choix des pays gouvernés par des blancs souhaitant assujettir et coloniser d'autres pays) et se proclament de ce fait le *gouvernement hawaïen provisoire (Provisional Government of Hawai'i)* « chargé de gouverner l'archipel jusqu'à son annexion par les États-Unis ». Ce coup d'État est également rendu possible grâce à l'acquiescement des églises missionnaires protestantes qui sont apparues et se sont développées partout à Hawaïi depuis les années 1820. Pour empêcher toute nouvelle effusion de sang, la reine proteste contre le coup d'État auprès du gouvernement américain, prévoyant de voir son statut rétabli et la justice triompher :

« Je, Lili'uokalani, par la grâce de Dieu et en vertu de la Constitution du Royaume d'Hawaï, proclame solennellement par la présente ma protestation contre tous les actes commis contre ma personne et le gouvernement constitutionnel du Royaume d'Hawaï par certaines personnes prétendant avoir établi un gouvernement provisoire à la place de ce Royaume. Je cède donc mon autorité à la force supérieure des États-Unis d'Amérique dont le ministre plénipotentiaire, Son Excellence John L. Stevens, a entraîné l'arrivée du contingent des troupes américaines à Honolulu et déclaré qu'il

soutiendrait le gouvernement provisoire. Alors, pour éviter toute collision des forces armées et possiblement la perte de ma propre vie, je fais ceci tout en protestant et poussée par ladite force, je cède mon autorité jusqu'au moment où le gouvernement des États-Unis décidera, en prenant compte des faits qui lui sont présentés, d'annuler l'action de ses représentants et de réaffirmer mon autorité que je réclame à titre de souverain constitutionnel des îles hawaïennes ».

Dole et ses complices actifs font immédiatement pression pour que se fasse l'annexion par les États-Unis tandis que les membres du Royaume d'Hawaï font pression en vue de restaurer le gouvernement. Le président américain Grover Cleveland, un démocrate, considère alors le coup d'État comme un acte de guerre illégal. Il refuse l'annexion des îles et tente initialement de restaurer la reine sur son trône. L'élite commerciale principalement républicaine proclame alors la *République d'Hawaï* (*Republic of Hawai'i*) et décide d'attendre jusqu'à la fin du deuxième mandat du président Cleveland pour retenter l'annexion avec un nouveau président de préférence républicain. Le 5 janvier 1895, des combattants natifs hawaïens pour la liberté tentent une contre-révolution qui échoue lorsque certains d'entre eux se font tués par balle par des forces largement supérieures de l'élite économique blanche. La reine Lili'uokalani est arrêtée pour trahison, placée en résidence surveillée et contrainte d'abdiquer le trône.

Lorsque William McKinley, un républicain, devient président le 4 mars 1887, son parti a déjà sapé les efforts entrepris par le président Cleveland pour restaurer le Royaume d'Hawaï car il soutient fortement son annexion à des fins d'intérêts militaires stratégiques et économiques selon le principe de Destinée manifeste « Manifest Destiny » (l'idée selon laquelle la politique d'expansion impérialiste est justifiée / défendue comme étant nécessaire ou bien intentionnée). À la demande McKinley, un nouveau traité d'annexion est signé et envoyé au Congrès à des fins d'approbation. En réponse à cette demande, la Hawaiian Patriotic League et son homologue féminin adressent une pétition au Congrès s'y opposant. En septembre et octobre de cette année-là, Hui Aloha ʻĀina (hommes) recueillent 556 pages regroupant 21 269 signatures de natifs Hawaïens s'opposant à l'annexion. Hui Kālai ʻāina (femmes) recueillent 17 000 signatures supplémentaires pour restaurer la monarchie. Ceci représente alors la majorité de la population adulte native hawaïenne ayant survécu après que leur population ait été décimé de son estimation initiale de 600 000 à 700 000 après être entrée en contact avec l'homme blanc et ses maladies en 1778.

Bien que les natifs Hawaïens soient en mesure de contrecarrer le traité d'annexion de McKinley en 1897, le Congrès américain, en 1898, passe la résolution Newlands (Newlands Resolution) et annexe illégalement le Royaume d'Hawaï. Les États-Unis souhaitent alors le contrôle de Pearl Harbor et Hawaï comme base militaire stratégique dans le Pacifique pendant la guerre hispano-américaine ainsi qu'à des fins d'expansion territoriale dans le Pacifique. À des fins de contrôle économique et politique immédiat du Royaume d'Hawaï, la culture des natifs hawaïens est étouffée et l'enseignement de la langue des natifs hawaïens interdit à l'école.

« APOLOGY RESOLUTION »

(US Public Law 103-150)

Le 23 novembre 1993, le président Bill Clinton, un démocrate, et le Congrès des États-Unis d'Amérique présentent leurs excuses auprès des natifs Hawaïens au nom de leur peuple « pour avoir renversé le Royaume d'Hawaï et privé les natifs Hawaïens de leurs droits à l'autodétermination ».



Président Bill Clinton

Apposant sa signature sur le document « Apology Resolution » datant du 23 novembre 1993

Queen Lili`uokalani est née à Honolulu le 2 septembre 1838, accède au trône du Royaume d'Hawaï après le décès de son frère, le roi Kalakaua, le 20 janvier 1891, et est renversée avec l'aide de l'armée américaine le 17 janvier 1893. Elle restera la reine bienaimée d'Hawaï en exil jusqu'à sa mort qui surviendra le 11 novembre 1917.